

Chaque jour qui passe apporte son lot de « révélations ». Qu'elles soient vraies, partielles ou fausses, ces informations ne font qu'alimenter la crise du gouvernement. Celui-ci est dans un tel état d'affaiblissement et de décomposition qu'il apparaît ouvertement comme craquant de toutes parts.

## Alors que le gouvernement s'enfonce dans la crise, n'est-ce pas le moment de dire clairement et nettement : retrait du projet de loi sur les retraites ?

Par Lucien Gauthier

« Sarkozy perd les commandes », titre *Libération* (6 juillet), et *Les Echos* s'alarment du « climat qui bloque toute action » (6 juillet).

### 13 juillet : le Conseil des ministres

Là est l'inquiétude des cercles dirigeants : que toute action soit bloquée. Et *Les Echos* de souligner : « Le président de la République semble déterminé à tout faire pour sauver son ministre stratégique, celui qui porte la dernière grande réforme du quinquennat, celle des retraites. »

Car, le 13 juillet, le ministre Woerth doit présenter au Conseil des ministres le projet de loi sur les retraites pour qu'il soit mis à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, le 7 septembre.

Nous avons donc, d'un côté, un gouvernement déchiré par les scandales, sur fond d'affaires ; et, de l'autre, ce même gouvernement, qui, au nom de la réduction du déficit public, des exigences des marchés, de la note AAA (1), de l'Union européenne et du FMI, s'apprête à tailler à la hache dans les droits de la population, de lui faire payer les milliards accordés aux spéculateurs, en liquidant les retraites.

### La population ne veut pas de la « réforme »

L'écrasante majorité de la population ne veut pas payer pour les patrons et les spéculateurs et refuse de voir remis en cause son avenir, l'avenir de la jeune génération. C'est pourquoi, massivement, l'exigence du retrait du projet de loi s'approfondit (lire page 4).

Dans les sommets, on s'inquiète, car on sait que la moindre étincelle peut mettre le feu. Jean-François Copé appelle le président à « parler aux Français ». Jean-Pierre Raffarin parle de retour à « l'éthique » et à la démocratie : « Sur ce sujet, la droite et la gauche doivent travailler ensemble. »

### Le président dans l'œil du cyclone

C'est maintenant, après une série de ministres, le président de la République lui-même qui est directement mis en cause. Une telle audace dans la dénonciation publique dans la presse révèle que la lutte des clans et d'intérêts rivaux fait rage dans les sommets de la société, soumis à toutes sortes de pressions, y compris internationales.

Il s'agit à l'évidence d'une nouvelle et décisive étape de la crise de décomposition du régime de la V<sup>e</sup> République. L'élément nouveau est bien sûr, d'une part, l'accentuation d'une tendance qui a toujours existé, consistant à mélanger allègrement affaires et politique, tendance accélérée par les privatisations qui déchaînent les passions spéculatrices ; et, d'autre part, le fait que sous l'effet de cette décomposition accélérée, tout apparaît, tout se révèle.

Les mécanismes de contrôle ne répondent plus, et rien ne peut rester caché. La crise de l'Etat, de ses institutions (et notamment la police, la gendarmerie, la magistrature en révolte et en manifestation il y a encore quelques mois), font que le « roi est nu ».



Cet appel a été entendu par Michel Rocard et Simone Veil, qui, ensemble, ont publié une tribune dans *Le Monde*, « Halte au feu ». Mais « revenir à la démocratie », c'est exiger le retrait d'un projet de loi massivement rejeté par le peuple. Comment ne pas entendre ce cri du peuple. De nombreux militants du PS, du PCF, du PG ont pris clairement position pour le retrait. Ils se tournent vers leurs directions pour qu'elles fassent de même.

### Retrait ou pas retrait ?

Pierre Laurent (PCF) déclare que « le gouvernement doit compter sur un mouvement qui est maintenant déterminé, qui se battra jusqu'au retrait de son projet ». Mais comment comprendre, dès lors, que Chassaigne, député du PCF, explique que « la lutte massive, la lutte populaire doit se prolonger dans les votes du Parlement », à propos du dépôt par le PCF et le PG d'un projet de loi sur les retraites, qui, comme le précise Patrick Le Hyaric dans *L'Humanité*, répond à « ceux qui souhaitent comme nous une réforme progressiste juste ».

Qui peut croire qu'une quelconque « réforme progressiste » puisse voir le jour sans au préalable le retrait, qui plus est avec une telle Assemblée aux ordres ?

Faut-il, comme le proposent des députés du PCF et du PS, s'engager dans une vaste campagne d'amendements du projet réactionnaire du gouvernement ?

Il n'est qu'une voie pour faire reculer le gouvernement, c'est de prendre position clairement pour le retrait, et, dans ces conditions, nul besoin d'un « projet alternatif » qui accredit l'idée selon laquelle une réforme des retraites serait nécessaire, idée sur laquelle s'appuie le gouvernement pour détruire les retraites.

Harlem Désir (PS), lui aussi, a déclaré : « Autant retirer la réforme maintenant. » Mais Bartolone ajoute : « Les Français doivent savoir que si le gouvernement ne veut pas entendre leur protestation, ils auront la possibilité de se venger au moment de la prochaine présidentielle. » Attendre 2012 pour « se venger » ? Et Martine Aubry de répondre, le 29 juin : « Nous allons

vivre de plus en plus longtemps et donc il va falloir travailler plus longtemps. Nous ne demandons pas le retour à 60 ans pour tout le monde. »

Le NPA, dans son journal, parle de « retrait ». Mais le 1<sup>er</sup> juillet, commentant les propos de Martine Aubry, Olivier Besancenot déclare : « Sous la pression de la campagne, le PS a été obligé de prendre position sur la retraite à 60 ans. (...) Aujourd'hui, on tape sur le même clou. » Le « même clou » ? Il n'y a qu'un seul clou sur lequel il faut taper : c'est le retrait du projet de loi.

### On peut faire reculer le gouvernement

L'heure est grave. Plus que jamais, il faut que cesse cette situation, où l'on entend des déclarations en faveur du retrait et l'inverse, au même moment. L'heure est grave. L'avenir de dizaines de millions de travailleurs est en cause. Ce gouvernement n'a pas les moyens d'imposer sa réforme..., sauf si les responsables de ladite opposition le laisse faire. Ne pas dire clairement et nettement : retrait, laisser entendre qu'il y a des solutions alternatives, qu'il faut une « bonne réforme », ce serait laisser faire ce gouvernement. Comme le dit l'appel du POI : Assez de tergiversations ! Il faut répondre sans se dérober à l'exigence de la masse de la population : ce projet doit être retiré.

Chacun doit se prononcer. C'est le sens de la campagne engagée par le POI. ■

(1) La note AAA, la plus élevée, est attribuée par des agences de notation privées aux finances publiques des Etats.

### LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

● **16 juin.** Des enregistrements effectués chez M<sup>me</sup> Bettencourt sont rendus publics. Il apparaît que l'épouse du ministre, Florence Woerth, travaillait dans la société qui gère la fortune de la milliardaire et que cette dernière possède des comptes non déclarés en Suisse. Le film des événements révèle aussi le versement de sommes d'argent à des hommes politiques, dont Eric Woerth, qui est également trésorier de l'UMP.

● **25 juin.** On apprend que le parquet de Nanterre avait alerté le fisc en janvier 2009 sur de possibles fraudes fiscales de Liliane Bettencourt. L'administration fiscale n'avait ensuite diligenté aucun contrôle.

● **1<sup>er</sup> juillet.** On apprend que le fisc a remboursé 30 millions d'euros à la milliardaire Liliane Bettencourt en mars 2008, au titre du bouclier fiscal, une opération qui nécessitait l'aval du ministre du Budget, Eric Woerth.

● **3 juillet.** Le parquet de Nanterre, dirigé par Philippe Courroye, annonce qu'il va lancer des investigations sur la situation fiscale de M<sup>me</sup> Bettencourt.

● **5 juillet.** Le parquet de Nanterre indique que, si les enregistrements s'avéraient authentiques, il ouvrira une enquête sur Florence Woerth et les conditions de son embauche.

● **6 juillet.** L'ex-comptable de Liliane Bettencourt assure qu'Eric Woerth a reçu 150 000 euros en liquide au printemps 2007, en tant que trésorier de l'UMP, pour financer la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy et que Nicolas Sarkozy, quand il était maire de Neuilly, « recevait aussi son enveloppe ».

### ÉDITORIAL

## Gestion réaliste...

Gérard Schivardi,  
Secrétaire national du POI

**D**es centaines de milliers de salariés, retraités et jeunes ont manifesté pour le retrait du projet de loi Sarkozy-Fillon, qui veut repousser à 62, 63 ans... puis 65 ans l'âge de départ en retraite.

Martine Aubry a expliqué la semaine dernière dans un meeting à Roubaix : « Nous ne demandons pas le retour à 60 ans pour tout le monde : nous ne l'avons jamais demandé. Nous savons qu'il va falloir travailler plus longtemps. »

Ainsi, d'un côté, la première secrétaire du PS dit que si la gauche arrive au pouvoir en 2012, elle rétablira l'âge de départ à la retraite à 60 ans, de l'autre, qu'il va falloir travailler plus longtemps ! Martine Aubry a expliqué sa position en faveur de l'allongement, en indiquant : « Il (Sarkozy, NDLR) voudrait une opposition qui dit n'importe quoi, qui soit irréaliste, mais les Français savent que nous savons gérer. » Donc, si l'on comprend bien, au nom d'une « gestion réaliste », il faudrait allonger la durée de cotisation !

Mais de quelle « gestion réaliste » s'agit-il ? Celle que voudraient imposer le FMI et l'Union européenne, et que le gouvernement traduit par sa détermination à tailler 100 milliards dans les dépenses publiques, pour respecter en deux ans le pacte de stabilité !

Il en est des retraites comme de l'offensive généralisée contre les acquis sociaux et la démocratie politique.

Notre commune de Mailhac est confrontée comme toutes les communes à la réforme territoriale. Le président PS du Grand Narbonne, Bascou, répond aux maires qui refusent l'intercommunalité forcée : « Je ne suis pas d'accord avec la réforme des collectivités territoriales voulue par l'Etat, mais il faut être pragmatique. » Et, au nom de ce « pragmatisme », il veut entraîner nos communes dans le Grand Narbonne,

« Pragmatisme » et « gestion réaliste » ne sont que l'habillage du consensus qui lie les dirigeants de « l'opposition » à l'Union européenne et ses conséquences sur la démocratie politique et les acquis sociaux.

Mais qui les oblige à faire cette politique ? Personne ! En tout cas pas les travailleurs et leurs organisations qui se mobilisent pour le retrait du plan gouvernemental sur les retraites ! Pas non plus les citoyens qui refusent les augmentations d'impôts, la suppression des services, ni les employés territoriaux refusant les réductions de postes que votent partout les présidents de gauche et de droite des conseils généraux !

Le réalisme ne devrait-il pas au contraire amener tous ceux qui se réclament du socialisme à considérer que les acquis sociaux sont incompatibles avec le capitalisme en décomposition, qui ne sert plus que les spéculateurs ? Le réalisme ne devrait-il pas les amener à rompre avec les donneurs d'ordre de l'Union européenne ?

Pour le POI, il s'agit d'aider à la mobilisation afin de bloquer le projet gouvernemental contre les retraites. C'est le sens de la lettre ouverte qu'il a adressée aux dirigeants du PCF, du PS, du PG... « Continuer à refuser d'exiger le retrait reviendrait à donner le feu vert au gouvernement pour qu'il impose sa contre-réforme. Cela ne se peut pas ! »

Sur un autre plan, c'est l'appel du conseil municipal de Mailhac pour le vote non au Grand Narbonne, non à l'augmentation des impôts, non à la privatisation des services publics, à travers le référendum qu'il organise (voir page 7) afin de faire prévaloir les intérêts de la population.

Plus que jamais : rupture avec l'Union européenne ! Rupture avec le gouvernement Sarkozy ! Rejoignez le POI !

# Retraites : l'exigence du retrait est majoritaire

Le débat et la mobilisation dans les organisations syndicales

## “Oui, on peut gagner ! Mais sur un mot d'ordre clair”

Interview de Philippe Selva, syndicaliste CGT à Paris et aux finances publiques

**Un débat traverse toute la CGT sur le mot d'ordre de retrait. Qu'en est-il à Paris ?**

A Paris, il y a eu tout un débat, jeudi 1<sup>er</sup> juillet, dans une assemblée de militants de l'union départementale, sur cette question du mot d'ordre du retrait. Lors de la manifestation du 24 juin, dans mon cortège et de nombreux autres, le mot d'ordre de retrait a été massivement scandé. Le 1<sup>er</sup> juillet, certains camarades ont indiqué que le mot d'ordre de retrait du projet de loi était, selon eux, insuffisant.

Je suis intervenu dans cette discussion, en disant en substance : « Des camarades avancent que le mot d'ordre de retrait est insuffisant. Je suis d'accord, je suis pour l'abrogation des lois Balladur et Fillon. Mais le préalable, la condition, pour une quelconque reconquête des droits antérieurs perdus, c'est d'abord de bloquer et de stopper toute nouvelle aggravation. Voilà pourquoi, selon moi, tout se concentre sur l'exigence de retrait du projet de loi, comme en 1995, où l'unité s'était réalisée sur le retrait du plan Juppé ou, sous une autre forme, en 2006, pour le retrait du CPE. »

A l'issue de cette discussion, la position dominante était de dire : « Le retrait est insuffisant. Mais il faut quand même le dire. »

**Dans une note confédérale de la CGT, on lit : « La mobilisation qui s'oppose au projet gouvernemental prend de l'ampleur. Ceci conduit le gouvernement à retravailler dès maintenant certaines dispositions de la loi concernant les carrières longues, la pénibilité, les poly-pensionnés. Ainsi, la CGT sera reçue au ministère le jeudi 8 juillet 2010. » Qu'en penses-tu ?**

Cette entrevue du 8 juillet me pose un gros problème. Qu'est-ce que notre confédération va y discuter ? Je rappelle que lorsque le gouvernement a présenté, le 16 juin, son avant-projet de loi, il a invité toutes les confédérations à venir débattre avec lui le 18 juin. A juste titre, notre confédération a considéré qu'il n'y avait rien à négocier et a refusé de s'y rendre, comme FO d'ailleurs. Alors qu'est-ce qui aurait changé entre le 18 juin et le 8 juillet ?

**On lit dans un quatre-pages de la CGT qui vient de sortir : « Le projet de loi peut changer ». A ton avis ?**

Je ne vois pas comment le fond de ce projet de loi pourrait changer ! Sarkozy a fait de la remise en cause du droit à la retraite à 60 ans, d'un nouvel allongement de la durée de cotisation, de la destruction du Code des pensions, un objectif central. Tout le monde sait qu'il agit sur ordre des marchés financiers, pour satisfaire les agences de notation, et de l'Union européenne. Tout le monde sait qu'il veut une remise en cause de fond en comble de notre système de retraite. Peut-on penser qu'il changera d'avis ? Je n'y crois pas un seul instant. C'est une épreuve de force, comme dans tous les autres domaines. Ils peuvent peut-être changer tel ou tel aspect

Photo Informations ouvrières



**“On ne peut laisser croire qu'on va obtenir des résultats sans obtenir du gouvernement qu'il retire son projet.”**

aux marges, mais certainement pas le fond, si on ne l'y contraint pas. Prenons l'exemple très médiatisé des fonctionnaires mères de famille de trois enfants. Le projet de loi remet en cause leur droit à partir à la retraite avec quinze ans d'ancienneté. Ensuite, le gouvernement annonce le report de six mois de la date d'effet de cette mesure... sans la remettre en cause pour autant.

**Selon toi, il n'y a donc pas d'autre alternative que le retrait ?**

Absolument ! Les travailleurs, les militants, et aussi de nombreux respon-

sables ne s'y trompent pas. Le congrès du SNUipp, le SNES, la FSU, SUD-Solidaires se sont prononcés pour le retrait du projet de loi. Et dans la CGT, il y a le même mouvement. Mon union départementale, qui est la plus grosse de France, a pris position pour le retrait. Le comité général de l'UD du Val-de-Marne également, ainsi que de nombreuses instances à tous les niveaux.

Vous savez, moi, je suis pour négocier et pour obtenir des avancées. Mais je crois que la fédération des organismes sociaux de la CGT a raison lorsqu'elle écrit : « La victoire est

à notre portée. L'intervention massive des salariés, jeunes et moins jeunes, actifs, retraités, privés d'emploi, peut faire reculer le gouvernement, le contraindre à retirer son projet et à engager de réelles négociations. »

Je me retrouve totalement dans cette déclaration. Si l'on veut de réelles négociations, il faut d'abord obtenir le retrait du projet.

**Mais, dans beaucoup de documents de la CGT, on lit : « Retraites, on peut gagner » ?**

Oui, on peut gagner ! Mais dans la clarté, sur un mot d'ordre clair : retrait ! On ne peut laisser croire qu'on va obtenir des résultats sans obtenir du gouvernement qu'il retire son projet. Et c'est à la CGT de dire cela. Pourquoi laisser cela à Force ouvrière ? De toute façon, tout le monde le pense. L'immense majorité des militants CGT, y compris à un niveau de responsabilité important, sont pour le retrait.

Et pour obtenir le retrait, je crois qu'il faut un véritable appel à la grève. Et que l'unité se fasse là-dessus. Pour le 7 septembre, c'est clair, je suis pour un appel à la grève de toutes les catégories du public comme du privé pour le retrait du projet de loi. ■

## Des positions communes adoptées dans tous le pays

**Déclaration commune des organisations syndicales de l'Eure : CGT, FO, FSU, CFDT, UNSA**

« Pour les organisations syndicales de l'Eure, le gouvernement doit retirer son projet (...). Les unions départementales de l'Eure se sont d'ores et déjà mises d'accord pour un appel commun à une journée de grève interprofessionnelle et une manifestation départementale le 7 septembre (...). »

**Unions locales FO et CGT d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine)**

« Les mesures (du gouvernement) rentrent en parfaite contradiction avec les revendications que nous défendons (...). Dans ces conditions, les UL FO et UL CGT d'Issy-les-Moulineaux appellent à la grève tous les salariés du public et du privé, le 7 septembre, pour l'abandon du projet de loi gouvernemental sur les retraites. »

**CGT et FO des communaux de Dreux et Vernouillet (Eure-et-Loir)**

« Le syndicat CGT des communaux de Dreux et le syndicat Force ouvrière de la mairie de Vernouillet se prononcent dans l'unité : pour le retrait du plan Sarkozy-Fillon-Woerth sur les retraites, une seule solution, dès le 7 septembre, grève interprofessionnelle pour bloquer ce projet ! »

**Les syndicats des enseignants du second degré de Haute-Loire**

« Les syndicats de l'Education nationale (second degré) de Haute-Loire : SNES 43, SN-FO-LC 43, SUD-Education 43, SNALC, SNETAA-Eil, CGT-Educ'Action 43 considèrent qu'il n'y a qu'une solution pour bloquer le gouvernement : un appel franc à la grève interprofessionnelle public-privé, dans l'unité des organisations syndicales, pour le retrait immédiat du projet de réforme sur les retraites. »

**Les syndicats FO et CGT de la FNAC d'Annecy (Haute-Savoie)**

« Il n'y a rien à négocier après l'annonce du gouvernement de sa contre-réforme des retraites (...). Nous demandons à nos deux confédérations syndicales qu'elles appellent dans l'unité à la grève générale interprofessionnelle sur les mots d'ordre suivants : retrait du projet de loi ; pour le maintien de l'âge légal de départ en retraite à 60 ans ; contre tout allongement de la durée de cotisation ; pour l'abrogation des réformes Balladur de 1993 et Fillon de 2003 ; pour la défense de tous les régimes de retraite de salariés existants. »

**CGT, FO et SUD du CHU de Tours (Indre-et-Loire)**

« Le gouvernement parle de “consultation” sur nos retraites, de prise en compte de la pénibilité, alors qu'il vient de remettre en cause la catégorie active, à savoir la possibilité de départ à la retraite à 55 ans pour les infirmières (...). Ensemble, CGT, FO, SUD et personnels hospitaliers, nous disons : retrait du plan Sarkozy-Woerth contre les retraites (...). Dès les premiers jours de septembre, le rapport de force doit être à la hauteur des enjeux. Nous nous prononçons pour la grève interprofessionnelle afin de bloquer le pays pour défendre nos retraites. »

**SNUDI-FO et SNUipp-FSU à Arcueil (Val-de-Marne)**

« Le SNUDI-FO et le SNUipp de la première circonscription estiment que ce plan gouvernemental destructeur de nos droits n'est ni négociable ni amendable, se prononcent pour une grève interprofessionnelle pour le retrait pur et simple du projet de loi gouvernemental sur la réforme des retraites. En conséquence, le SNUDI-FO et le SNUipp invitent tous les collègues de la première circonscription à se réunir en assemblée générale le mercredi 1<sup>er</sup> septembre (jour de la prérentée). »

**CGT, FO et CFTC de Fournier (Moblpa), à Thônes (Haute-Savoie)**

« Nous demandons à nos diverses confédérations syndicales qu'elles appellent dans l'unité à la grève générale interprofessionnelle sur les mots d'ordre suivants : retrait du projet de loi ; pour le maintien de l'âge légal de départ en retraite à 60 ans ; contre tout allongement de la durée de cotisation ; pour l'abrogation des réformes Balladur de 1993 et Fillon de 2003 ; pour la défense de tous les régimes de retraite de salariés existants. »

**Les syndicats CGT et FO du groupe D&O (caisse de prévoyance)**

« Pour bloquer le pays et imposer au gouvernement de ne pas toucher à nos retraites, il n'y a qu'un moyen : la grève interprofessionnelle dans l'unité public-privé et dans l'unité des confédérations. »

**Les syndicats FO et CGT des fonctionnaires du ministère des Finances (Cantal)**

« Le gouvernement doit retirer son projet de loi ! L'unité doit se réaliser sur cette exigence et sur la perspective de la grève interprofessionnelle public-privé, seule à même de faire plier le gouvernement. Les organisations syndicales FO et CGT de la DGFIP du Cantal (...) s'adressent à l'ensemble des organisations syndicales de la DGFIP. Elles s'engagent à transmettre cette exigence des salariés à leurs fédérations et à leurs confédérations respectives. »

**Les syndicats CGT et FO de la MGET (mutuelle, Paris)**

« Pour casser nos retraites, le gouvernement soumet sa loi à l'Assemblée nationale à partir du 7 septembre 2010. Début septembre, un appel à la grève interprofessionnelle est indispensable pour imposer le retrait de ce projet. » ■

**Les dernières déclarations de la FSU et de FO**

**La lettre “Flash actualité” du SNES-FSU (30 juin)**

« Le combat pour le retrait du projet de loi de réforme des retraites doit s'amplifier. »

**La secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison (30 juin)**

« Le projet de réforme (...) aggraverait encore la situation de l'ensemble des agents publics. C'est pourquoi la FSU rappelle son exigence de retrait du projet de loi de réforme des retraites » (lettre au secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, Georges Tron).

**La commission exécutive confédérale de FO (2 juillet)**

« Conformément à ses propositions défendues à maintes reprises, en particulier le 15 juin, la commission exécutive réaffirme que toute plate-forme revendicative commune devra comporter l'exigence du retrait du projet de loi.

C'est donc sur l'exigence du retrait du projet de loi et consciente que lorsque les manifestations ne suffisent plus, la question d'une journée de grève interprofessionnelle est posée, que la commission exécutive confédérale appelle l'ensemble de ses structures et militants à participer de manière massive au 7 septembre 2010. »